

Ensemble, défendons nos retraites !

Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !

Pour financer les retraites, François Hollande veut encore allonger la durée de cotisation.

Depuis déjà 20 ans, les réformes prolongent cette durée avec diminution de la pension par année manquante.

Allonger encore la durée de cotisation ?

- c'est programmer la baisse des pensions des futurs retraités.
- c'est maintenir des salariés plus âgés en activité alors qu'1 jeune sur 4 est au chômage.



Deligne - Iconovox

Qui va payer ?

Ces réformes appauvrissent l'ensemble des retraités actuels ou à venir, et en particulier :

- les femmes aux carrières incomplètes (temps partiel subi, précarité);
- les chômeurs et précaires;
- les jeunes (en moyenne, ils décrochent leur premier emploi à 23 ans).

L'espérance de vie augmente, et alors ?

C'est l'argument principal du gouvernement pour justifier l'augmentation de la durée de cotisation. Mais si l'espérance de vie a augmenté, c'est grâce à la réduction du temps de travail et à la possibilité pour tous-ttes d'avoir une retraite avant d'être usé par le travail, un progrès social permis par le partage de la richesse produite.

Aujourd'hui, « *l'espérance de vie en bonne santé* » diminue. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Les meilleures années de la retraite sont entre 60 et 65 ans !

La retraite par répartition, c'est aussi la solidarité entre générations : les cotisations des actifs financent pensions des retraités. Cette solidarité est largement à notre portée ! Un salarié d'aujourd'hui travaille 2 fois moins, mais produit 16 fois plus que celui du début du 19^e siècle. Avec l'augmentation de la productivité, un même nombre d'actifs peut donc financer les pensions d'un nombre croissant d'inactifs, sans augmenter le temps de travail.

Il y a plus de retraité-es ? Il est normal de financer leurs retraites et de leur dédier une part plus importante de la richesse produite.

De l'argent il y en a, on peut faire autrement !

Ce sont les politiques d'austérité, de réduction des dépenses publiques et de baisse du « *coût du travail* » (salaires, cotisations patronales) menées partout en Europe qui créent la récession, la destruction de millions d'emplois et la diminution des cotisations sociales.

Chaque année sur l'ensemble de la richesse nationale, 170 milliards sont substitués aux salaires et pensions au profit des dividendes, alors que 230 milliards de dividendes ont été distribués en 2012.

Pour augmenter le volume des cotisations sociales et financer les retraites, il faut relancer l'emploi en réduisant le temps de travail, en augmentant salaires et minima sociaux, avec une politique audacieuse d'investissement sociale et écologique.

Mobilisons-nous contre toute régression sociale en participant aux initiatives qui s'organisent partout en France, notamment lors de la journée intersyndicale de manifestations et de grève du **mardi 10 septembre**.

Pour vous informer, signer l'appel et vous mobiliser : www.retraites2013.org

